



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 27 septembre 2017

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole par intérim de la MONUSCO, par Yvon Edoumou, représentant de l'équipe de pays des Nations Unies et par le Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO à partir de Goma.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Merci, bonjour à tous, auditrices et auditeurs de Radio Okapi, merci aux journalistes présents à Kinshasa et à Goma d'être avec nous ce matin pour cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies.

A mes côtés pour animer cette conférence, Yvon Edoumou, ici à Kinshasa, qui représente l'équipe de pays des Nations Unies et, à Goma, le porte-parole militaire par intérim, le Commandant Adil Esserhir.

L'actualité est chargée actuellement pour les Nations Unies et la République démocratique du Congo. Après la session de l'Assemblée générale la semaine dernière à New York et la tenue d'une réunion consacrée à la RDC ainsi que le discours du Président Kabila à la tribune de l'Assemblée générale, c'est désormais vers Genève que tous les regards sont tournés avec la tenue de la 36<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil des droits de l'homme où est présenté depuis hier le rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur la situation en République démocratique du Congo pour la période allant de juin 2016 à mai 2017.

C'est la Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, Mme Kate Gilmore, qui a prononcé le discours introductif qui a été suivi par les discours du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Sidikou, de celui de la Commissaire aux Affaires politiques de l'Union Africaine [Cessouma Minata Samate], de Maître Georges Kapiamba, en tant que Président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) en RDC, qui représentait ainsi la société civile congolaise ; et de la Ministre des Droits Humains pour le République démocratique du Congo, Marie-Ange Mushobekwa.

Ce matin, le dialogue interactif sur le rapport du Haut-Commissaire et la situation des droits de l'homme en RDC s'est poursuivi. Une résolution du Conseil des droits de l'homme sur l'assistance technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo devrait être adoptée à l'issue de cette 36<sup>e</sup> session qui s'achèvera ce vendredi.

Je souhaiterais également revenir sur les événements qui sont intervenus ce lundi à Bukavu lors d'une manifestation de riverains du quartier Panzi pour rappeler deux grands principes.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Le premier est que la Constitution congolaise garantit dans son article 26 la liberté de manifestation. Ainsi, le droit de tous les citoyens congolais d'exercer leur voix pacifique doit être respecté tout comme l'obligation pour ces mêmes citoyens de s'abstenir de l'usage de la violence.

Le second principe est que la réponse des forces de l'ordre en charge de l'encadrement des manifestations doit être proportionnée et se faire dans le strict respect de la liberté d'expression et des droits de l'homme.

Comme l'a rappelé le Représentant spécial du Secrétaire-général dans son communiqué diffusé lundi soir, les forces de défense et de sécurité ont l'obligation d'utiliser la force uniquement en dernier recours, en respect des principes de nécessité, de proportionnalité et de légalité, conformément aux normes internationales.

Dans le cas de Bukavu, Maman Sidikou s'est déclaré gravement préoccupé que l'utilisation de la force létale par les forces de défense et de sécurité congolaises ait entraîné des pertes civiles.

Voilà pour ma partie, je vais maintenant passer la parole au commandant Adil Esserhir à Goma pour nous faire le point sur la situation sécuritaire.

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** Merci, bonjour à tous. Les principales informations de la semaine nous viennent de l'Ituri, des territoires de Rutshuru et Lubero au Nord-Kivu, et d'Uvira au Sud-Kivu.

Du 21 au 23 septembre 2017, le commandant de la Force MONUSCO, le Lieutenant-Général Derrick Mgwébi s'est rendu dans la province de l'Ituri où il a interagi avec les autorités provinciales, les représentants des communautés et la société civile. Ces échanges ont été axés sur les approches susceptibles de résoudre les défis de sécurité récurrents dans la région.

La protection des civils demeure au cœur des activités militaires mises en œuvre par la Force pour protéger promptement les populations locales contre les activités négatives des groupes armés.

C'est dans ce contexte que des unités de la Brigade d'intervention (FIB), associées avec des forces spéciales, mènent actuellement dans le territoire de Rutshuru, une opération conjointe avec les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) contre les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Cette opération a permis la conquête et la destruction complète d'une base FDLR dont nous pouvons penser qu'elle était occupée encore peu avant notre intervention. Même si les occupants avaient fui avant notre intervention, ce type d'opération se poursuivra et nous ne cesserons de perturber leurs plans et leurs activités néfastes aussi longtemps que nécessaire.

Au Sud-Kivu, une recrudescence d'activités des Mayi-Mayi Yakutumba a été enregistrée dans le territoire d'Uvira. Des dispositifs de contrôle de zone ont été installés et des forces de réaction rapide ont été dépêchées par endroit pour faire face à toute éventualité.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

En étroite liaison avec les états-majors des FARDC, la Force de la MONUSCO a d'ores et déjà développé des plans et des activités conjointes pour faire face à cette situation. Le commandant adjoint de la Force devrait rencontrer dans les prochaines heures ses homologues des forces armées congolaises pour faire un point plus complet de la situation.

En ligne avec le nouveau mode opératoire adopté par la Force, basé sur la flexibilité et la mobilité, une base opérationnelle temporaire (SCD) a été déployée le 22 septembre 2017 dans la zone générale de Jomba (35 km Sud-Est la COB Kiwanja-province Nord-Kivu) afin de dissuader toute activité négative et renforcer la sécurité des populations locales. De même, une autre base opérationnelle temporaire (SCD) a été projetée le 25 septembre 2017 à Irangi (39km Nord-Ouest Bunyakiri province Sud-Kivu). Ce mode de fonctionnement se poursuivra et se développera encore davantage.

Au chapitre des redditions, 26 éléments Mayi Mayi Mazembe se sont rendus le 23 septembre 2017 à la base de Miriki. De nombreux équipements militaires comprenant des armes, munitions et moyens de communication ont été également récupérés.

Enfin, il y a lieu de noter que depuis le début du mois en cours, 88 combattants se sont rendus aux différentes bases de la MONUSCO suite aux opérations militaires intensives et aux programmes de sensibilisation approfondis menés par les troupes onusiennes auprès de la population civile et des leaders clés de la société afin de pousser les éléments des groupes armés à déposer les armes et à rejoindre le processus DDR/RR. Il n'y a pas d'avenir à vivre avec la peur d'être traqués dans la brousse. L'avenir est de déposer les armes et de contribuer à développer votre pays.

Merci pour votre attention.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Commandant, je vous remercie, retrouvons à présent Yvon Edoumou qui va nous présenter l'actualité de l'équipe de pays.

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] :** Bonjour à tous, effectivement comme le disait Florence, l'actualité est assez chargée.

Commençons par le Sud-Kivu pour vous informer que, depuis plusieurs jours, les populations civiles vivant dans le territoire de Fizi dans le sud de la province du Sud-Kivu sont témoins d'une montée de l'insécurité liée aux accrochages entre l'armée congolaise et les nombreux groupes armés qui pullulent dans la région.

Les derniers accrochages ont eu lieu en fin de semaine dernière poussant, selon des estimations préliminaires, plusieurs milliers de personnes à fuir leurs habitations. Une autre conséquence directe de ces violences est le retard que pourrait connaître l'ouverture du nouveau camp de réfugiés de Mulongwe, au sud de Baraka, qui devrait accueillir quelque 2 500 réfugiés et demandeurs d'asile burundais qui se trouvent actuellement à Kamanyola. Vous vous souviendrez que Kamanyola était le

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

théâtre de violents accrochages entre l'armée congolaise et les réfugiés entraînant la mort de plus de 30 personnes et plusieurs dizaines de blessés le 15 septembre dernier.

La Princesse de Caroline de Monaco s'est rendue hier à Gbadolite dans le Nord Oubangui pour inaugurer un projet de fabrication de serviettes hygiéniques mis en œuvre par le HCR, le Haut-Commissariat aux Réfugiés. Le projet vise à fournir des serviettes hygiéniques abordables fabriquées sur place à base de papyrus et de papiers usés, aux femmes et filles réfugiées centrafricaines ainsi qu'aux femmes de la communauté hôte. L'accès aux serviettes hygiéniques est un terme qui prend de plus en plus de l'importance et fait partie des besoins en santé des femmes déplacées. A côté de la santé, ce projet est d'une importance capitale car il représente une source de revenus pour ces femmes. La Princesse Caroline poursuit son voyage au Nord-Kivu pour d'autres activités avec le HCR, UNICEF et d'autres partenaires.

« Croissance inclusive, développement durable et défi de la décentralisation en République démocratique du Congo », c'est le thème du Rapport national sur le développement humain 2016 qui sera lancé demain jeudi 28 septembre par le Premier Ministre congolais, Monsieur Bruno Tshibala, et le Directeur Pays du PNUD en RDC. Le rapport abordera ainsi l'inclusivité de la croissance, c'est-à-dire s'assurer que le plus grand nombre de Congolais bénéficient de la croissance, la durabilité du développement et la gouvernance administrative pouvant garantir le développement humain pour toutes et tous. L'intégralité du rapport sera disponible sur le site du web du PNUD à partir du jeudi 28 septembre à 14 heures.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) poursuit son appui à plus de 1 200 anciens combattants à travers un projet de réinsertion axé sur l'agriculture, l'élevage et la pêche. Ces anciens combattants, qui ont choisi leurs milieux de réintégration, ont ainsi reçu un kit d'accompagnement afin de les amener à abandonner définitivement les armes et vivre des revenus de leurs activités agricoles et de faire d'eux des agents de consolidation de la paix et de la cohésion sociale en RD Congo.

Terminons par cette annonce de l'OMS de la visite en RDC d'une délégation des agences et organismes internationaux à compter de ce jour jusqu'au 6 octobre prochain. La délégation qui comprend des acteurs impliqués dans la lutte contre le VIH sida s'entretiendra avec des nombreux acteurs locaux notamment le Gouvernement congolais sur divers sujets y compris le 'Plan d'urgence' national pour l'accélération du traitement du VIH. Cette délégation, qui comprend ONUSIDA, le Fonds mondial, Médecins Sans Frontières et le Gouvernement américain, se rendra aussi dans la province du Kongo Central.

Merci de votre attention !

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

### Question 1

**Mamytha Bangulu/ RTNC : Ma question, je l'adresse au porte-parole de la Monusco Florence Marchal. Comment réagit la MONUSCO par rapport à la déclaration que le chef de l'Etat a faite devant l'Assemblée générale des Nations Unies sur le mandat de la MONUSCO ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Comme l'a souligné le Président Kabila lui-même dans son discours, un dialogue stratégique est engagé depuis quelques années déjà entre les Nations Unies et le Gouvernement congolais afin de s'entendre sur la stratégie de retrait de la MONUSCO. L'article 50 de la résolution 2348 y fait d'ailleurs clairement référence.

Alors, par essence, une mission de maintien de la paix n'est pas amenée à rester indéfiniment dans un pays. Le mandat de la mission est de contribuer à accompagner le peuple congolais sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement. Une fois que le Conseil de sécurité estimera que ce mandat a été accompli, il se prononcera pour le départ de la Mission. Les agences, les fonds et les programmes, qui sont ici représentés par Yvon, qui étaient présents dans le pays avant l'arrivée de la Mission, et bien resteront quant à eux après le départ de la Mission afin de travailler notamment pour la réalisation des objectifs de développement durable.

Vous savez, c'est exactement ce qui vient de se passer il y a quelques mois dans un autre pays du continent africain avec la fermeture de l'ONUCI qui était la Mission de maintien de la paix en Côte d'Ivoire.

### Question 2

**Symphorien Katumba/ L'Explorateur : J'ai une préoccupation à l'intention de Madame Florence. La CENCO vient de rejeter le 3<sup>e</sup> dialogue à partir de la Belgique car d'autres langues y compris le gouvernement proposent le dialogue. Entre temps le mois de décembre 2017 de tous les enjeux s'approche. La MONUSCO étant une église au milieu du village pense pouvoir adhérer à quel schéma pour éviter l'hécatombe qui pointe à l'horizon en République démocratique du Congo?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** La MONUSCO continue, et cela a encore été renforcé par les déclarations qui ont été faites la semaine dernière à New York, suite aux réunions qui se sont déroulées en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je vous le rappelle : une première réunion consacrée à la RDC et également une rencontre entre le Secrétaire général des Nations Unies et le président Kabila.

Dans les deux cas, les Nations Unies ont demandé au gouvernement et aux acteurs politiques congolais de s'engager fermement dans la mise en œuvre effective et à temps de l'accord politique du 31 décembre 2016. Donc, nous réaffirmons le rôle central de la mise en œuvre effective et à temps de l'Accord politique du 31 décembre 2016. C'est ce qui nous est demandé par la Résolution 2348. Et c'est ce qui reste notre feuille de route.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01





## Organisation des Nations Unies

### Question 3

**Darell Maurice/ Track Magazine (Goma) :** Dans une correspondance adressée à New York à la presse, il est fait mention d'appel à la MONUSCO de soutenir les élections. D'un côté le président congolais vous expulse. Qu'en dites-vous Madame Marchal ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Alors, je pense que le Président congolais ne nous expulse pas. Je n'ai pas la même lecture du discours, je vous laisse l'interprétation de ses propos. Le président Kabila, comme je viens de l'indiquer, a indiqué dans son discours que la MONUSCO ne devrait pas rester indéfiniment en RDC et qu'une discussion devrait avoir lieu entre les deux parties pour s'entendre sur le retrait progressif de la MONUSCO.

Comme je l'ai dit, cette discussion existe depuis quelque temps déjà et cette discussion est encadrée y compris par les résolutions du Conseil de sécurité notamment la résolution 2348.

En ce qui concerne les élections, comme vous le savez, nous avons un attachement particulier à la mise en œuvre inclusive et totale de l'accord du 31 décembre.

Pourquoi sommes-nous tant attachés à cet accord ? Cet accord doit conduire le pays vers des élections libres, indépendantes, pacifiques, apaisées et transparentes parce que le pays a besoin de ces élections.

Vous l'avez entendu, le porte-parole militaire en a parlé, Yvon en a parlé, la situation dans les provinces du Kivu est préoccupante avec la réactivation de certains groupes armés. Ce pays vient de loin. Il est temps que ce pays puisse vivre en paix et que l'on puisse vivre tous dans la foulée de l'espoir suscité par l'Accord du 31 décembre.

Donc l'Accord du 31 décembre qui doit amener à des élections. Et pour ces élections, oui les Nations Unies par la voix de leur Secrétaire général lors de la rencontre avec le président Kabila à New York ont proposé le soutien des Nations Unies aux efforts du gouvernement pour l'organisation dans un délai raisonnable de ces élections crédibles et transparentes.

### Question 4

**Benjamin Muloba/ Journaliste indépendant (Goma) :** Ma question s'adresse au porte-parole militaire de la MONUSCO. Mon Major, comment la force onusienne collabore-t-elle avec les forces armées de la République donc les FARDC lorsqu'il s'agit d'une intervention militaire dans une zone qui est secouée par l'activisme des groupes armés ? Parce que, lors de la conférence de presse hebdomadaire précédente, le commandant adjoint des forces de la MONUSCO a annoncé l'ouverture d'un dialogue entre les responsables militaires de la MONUSCO et ceux de l'état-major des FARDC pour identifier toutes les zones affectées par l'insécurité. Est-ce qu'il y a déjà quelques avancées de ce dialogue ?

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** Merci pour votre question. Les stratégies de coopération entre la force de la MONUSCO et les forces de la République démocratique du Congo sont régies par un arrangement technique. Donc, cet arrangement technique est dans le cadre stratégique qui est le mandat de la MONUSCO et les prescriptions de la résolution 2348.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Ce cadre stratégique vise à mettre en œuvre deux priorités qui sont la protection des civiles par la neutralisation des groupes armés et la stabilisation par la consolidation de l'autorité de l'Etat. Ça c'est le cadre général. S'agissant des domaines de coopération, la MONUSCO apporte son soutien aux FARDC lors des opérations conjointes dans quatre domaines. On a le support logistique, et bien sûr, en fonction des besoins exprimés et en fonction des capacités de la Force. Il y a le soutien au combat, soutien renseignement et support aux commandes. Sur le support aux commandes on a des équipes de liaison des FARDC qui sont présentes dans l'état-major de la Force à tous les niveaux.

Je vais juste ajouter que cette coopération doit être conforme à la politique de la diligence voulue en matière de droits de l'homme bien sûr dans le contexte de la fourniture par l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes. Donc, il faut s'assurer que l'unité qui a reçu ou qui reçoit ce support ne commette pas de violations graves du droit international humanitaire ou droit international des droits de l'homme ou droit international des réfugiés. Voilà un peu ce que l'on peut dire du cadre général de coopération entre nous et les FARDC.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Merci d'avoir rappelé effectivement la mise en œuvre de la politique de diligence voulue des Nations Unies en matière de droits de l'homme qui s'applique à toutes les forces de sécurité ici en RDC, et donc à savoir que cet appui peut être refusé ou retiré si les conditions ne sont pas remplies.

### Question 5

**Miriam Iragi/ Le Phare :** Les Nations Unies insistent, vous l'avez dit, sur la mise en œuvre effective et à temps de l'Accord du 31 décembre comme le seul moyen pour sortir de la crise dans laquelle est plongée la RDC. Et la CENCO partage le même avis. Elle estime que cet accord souffre de sa mise en œuvre à 90 %. Qu'en est-il de la MONUSCO ? Etes-vous du même avis ? A combien évaluez-vous sa mise en œuvre ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Je pense que nous n'avons pas établi de statistiques précises. En revanche nous avons observé que cet accord n'était pas encore mis en œuvre dans son intégralité. Et c'est pour ça que nous appelons à sa mise en œuvre dans son intégralité.

### Question 6

**Guy Wolome/ RTNC 2 :** Que pense la MONUSCO d'une décision souveraine de la RDC de migrer maintenant vers le permis de conduire biométrique. Nouvelle qui arrive au bon moment, au mauvais moment, ou peu efficace vu les enjeux de l'heure ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Nous suivons l'actualité et avons pris connaissance de cette décision qui relève spécifiquement du gouvernement congolais et que nous n'avons pas à commenter.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

### Question 7

**Norbert Mwindulua/L'Emergence : La situation sécuritaire au Nord-Kivu reste statique et pas d'avancée majeure. Ma question est de savoir s'il vous arrive de vous auto-évaluer vous la MONUSCO et si c'est le cas, en termes de pourcentage, savoir quel pourcentage vous vous attribuez ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Décidément aujourd'hui, on passe l'examen des statistiques. On ne va pas le réussir car on ne fait pas de statistiques sur tout ce que l'on fait. En revanche, oui, on fait des évaluations de notre travail, ce qui a marché, ce qui n'a pas marché, les leçons que l'on peut en tirer. Concernant votre question spécifique à la Force, peut-être que le commandant sur place à Goma peut apporter quelques éléments supplémentaires ?

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Esserhir] :** Tous les jours, là où on a une présence, là où on reçoit l'information, des patrouilles n'ont jamais cessé. Et même il y a la planification d'autres opérations. Maintenant, je fais le point d'une opération qu'on conduit contre les FDLR. Auparavant, on a fait des opérations contre beaucoup de groupes armés, contre les Mayi Mayi Charles, contre les Mayi Mayi Mazembe et pas seulement au Nord-Kivu. En Ituri contre les FRPI, secteur nord contre la LRA. C'est le lot journalier de notre travail.

Donc il faut bien prendre en compte que c'est un travail qui doit être fait "en paire". Ce n'est pas seulement la Force qui va stabiliser toute seule le territoire donc l'action militaire peut faire beaucoup mais, elle ne peut pas faire tout donc, elle doit être inscrite dans une approche multidisciplinaire, dans une approche globale qui s'inscrit dans d'autres dimensions pas seulement militaires parce que les origines du problème ne sont pas seulement sécuritaires.

Voilà ce que je peux dire.

### Question 8

**Cosmas Mungazi/ Flambeau de l'est :** Depuis trois ans, lors de toutes les rentrées scolaires, les enfants du territoire de Walikale venus des groupes armés inondent les centres d'enregistrement. Ils viennent s'enregistrer, s'identifier pour déposer les armes. Je voulais savoir si vous êtes informés de cette situation. Selon nos sources, ces enfants-là ne viennent pas effectivement des groupes armés mais ils viennent chercher les kits d'intégration pour aller étudier soit à Walikale, soit à Goma. Est-ce que vous avez cette information ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Est-ce que vous pourriez préciser : il s'agit de kits d'intégration pour un retour à la vie normale ou il s'agit de kits scolaires qui sont par exemple remis par l'UNICEF ? Est-ce que vous pouvez nous préciser de quel type de kits il s'agit ?

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01





## Organisation des Nations Unies

**Cosmas Mungazi :** Oui, souvent s'il s'agit des enfants qui viennent de groupes armés, ils reçoivent quelque chose. Alors ces enfants-là, ils masquent leur identité disant qu'ils viennent de groupes armés mais ils n'en viennent pas. Mais ils viennent [quand même] chercher les kits pour aller étudier soit à Walikale soit à Goma.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Je vais demander à Yvon Edoumou [OCHA] de répondre à cette question mais, j'ai envie de dire que l'on doit respecter les droits d'un enfant et que tous les enfants ont le droit à l'éducation; Mais Yvon va me compléter.

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] :** Je n'ai pas très bien compris la question. C'est une question de fraude peut-être, c'est de ça dont vous parlez ? Des enfants seraient en train de frauder, de faussement se déclarer en tant que membres de groupes armés mais en fait ils ne le sont pas ?

**Cosmas Mungazi :** Bien sûr. Ils viennent tout simplement chercher les kits pour étudier à Walikale ou à Goma. D'ailleurs, ici à Goma, il y a un nombre élevé de ces enfants-là de Walikale. Et pourtant à Walikale, il y a un centre qui peut les recevoir.

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] :** On va remettre la réponse à la semaine prochaine, le temps que je me renseigne auprès de l'UNICEF.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Effectivement, chacun de notre côté, on va se renseigner pour éclaircir tout ça mais, une fois encore, tous les enfants ont le droit à l'éducation.

### Question 9

**Roger Marley Lukunga/ Elima News et Le Pari.cd :** Madame, jamais dans aucun pays du monde des élections n'ont porté des épithètes aussi précises que celles que l'on colle aux élections congolaises : transparentes, démocratiques, crédibles, apaisées, libres. Mon inquiétude est ainsi bâtie : est-ce que ces épithètes ne sont stipulées que comme vœu pieux pour des élections qui seront tout à fait le contraire sur le terrain ? Qu'est-ce qui prouve que ces élections seront transparentes, démocratiques, apaisées, libres pour que le Conseil de sécurité le répète à chaque session ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Une fois encore, c'est une feuille de route et dans tout fonctionnement d'une démocratie, on organise des élections et ces élections, afin qu'elles soient représentatives de la volonté des citoyens, ces élections doivent être libres, transparentes et paisibles. Ce sont des qualificatifs qui sont inhérents au bon fonctionnement d'une démocratie quel que soit le pays du monde dont on parle.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

### Question 10

**Alain Muzi/ Radio ECC : Ma question porte sur la conférence de paix de l'espace Kasai. Est-ce que la MONUSCO a accompagné ces assises et quel est le point de vue de la MONUSCO par rapport aux résolutions issues de ces travaux ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** La MONUSCO accueille avec intérêt et satisfaction toute initiative visant à ramener la paix dans la grande région du Kasai. A cette conférence, la MONUSCO a été invitée par le gouvernement congolais à participer en tant qu'observateur, ce que nous avons fait, mais nous n'avons aucunement été impliqués dans l'organisation de cette conférence.

### Question 11

**Albert Omba / Numérica TV : Après le retrait des troupes onusiennes des différentes localités du Nord et Sud-Kivu, nous avons constaté la recrudescence de groupes armés, je prends le cas du Sud-Kivu à Fizi, où les Yakutumba font rage et contournent tout le coin, je prends le 2<sup>e</sup> exemple à Lubero dans la localité de Kitshumbiro où l'accès entre Lubero et Kayna est bloqué, je m'arrête là. Est-ce que la MONUSCO peut constater la recrudescence et revoir sa politique de campement ou d'installation dans les endroits les plus chauds du Nord et Sud-Kivu ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Le Commandant va me compléter mais un, oui nous constatons la recrudescence des activités des groupes armés et deux, oui nous nous adaptons. Comme on vous l'a expliqué à plusieurs reprises, la fermeture des bases de la MONUSCO est liée essentiellement à des impératifs budgétaires mais également à des impératifs d'efficacité, de nouveau mode opératoire et, donc, face à la recrudescence des activités de ces groupes armés, la MONUSCO est toujours sur le terrain mais elle opère d'une façon différente et le Commandant à Goma, je crois qu'il en a parlé dans ses propos liminaires, va pouvoir compléter la réponse.

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Capitaine Adil Esserhir] :** Effectivement cette réduction des effectifs a été demandée suite à des restrictions budgétaires, mais aussi en application de la résolution 2348 qui a demandé à la Force d'adapter sa posture et son mode opératoire. Donc, nous sommes dans le processus de poursuite de notre transformation en adoptant un « modus operandi » basé sur la mobilité pour mieux répondre à notre mandat.

Concrètement on a réorganisé nos unités, on a réorganisé les limites entre les différents secteurs pour permettre de projeter nos forces là où le besoin se fait sentir. Ce changement de posture implique de nouveaux concepts que je vais essayer de présenter rapidement. On a le concept des RDB (Rapid Deployment Battalion), bataillon à déploiement rapide. On va essayer que chaque secteur dispose d'un bataillon à déploiement rapide avec quatre compagnies qui peuvent être déployées n'importe où sur court préavis.

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

On a le concept de protection par la projection qui consiste à mettre une présence adéquate de force dans les zones perturbées, ce concept-là, on l'a déjà mis en œuvre lors de l'opération Molo qui a suivi la fermeture des cinq bases au Nord-Kivu. On a aussi le déploiement de SCD, j'ai même fait le point dans mon texte [liminaire] sur Miriki et Jomba, donc ce déploiement d'unités temporaires vise à donner confiance à la population locale et répondre à toute préoccupation relative à la protection des civils.

Concernant l'utilisation des hélicoptères, le souci sur lequel on travaille actuellement, c'est le déverrouillage de la FIB, la brigade d'intervention, car, comme vous le savez, la brigade d'intervention est la composante choc de la Force, bien sûr qui est chargée de mener à bien les opérations de neutralisation à l'encontre des groupes armés. Donc un effort va être fait pour s'assurer que cette FIB soit exemptée de toutes les tâches statiques, ça veut dire moins de terrain, donc plus de flexibilité, plus de mobilité et plus de réactivité. Donc voilà un peu ce que la Force a fait pour adapter son mode opératoire.

### Question 12

**Flavien Musans/Planète TV : Je reviens sur le 36<sup>e</sup> sommet des droits de l'homme, vu les propos du Représentant spécial. Il pointe le doigt sur les FARDC, les PNC ainsi que les autorités congolaises. Sur l'option « recommandations ou appui à la justice », quelle est l'analyse du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) suite à ces propos ?**

**Directeur adjoint du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye] :** En effet le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Maman Sidikou, a pris part hier à la session sur le dialogue interactif sur la situation des droits de l'homme en RDC et, à cette occasion, il a effectivement évoqué un certain nombre de problèmes que nous avons-nous-mêmes identifiés dans nos rapports. Evidemment, c'est la MONUSCO, il est le chef de la MONUSCO et il s'est fait l'écho des éléments d'information qui ont été collectés par ses équipes ici en RDC.

Je voudrais rappeler qu'il n'a pas été le seul à l'évoquer. L'adjointe au Haut-Commissaire aux droits de l'homme a aussi présenté un état des lieux de la situation. Donc, je crois que globalement si vous avez bien suivi les débats, il y a eu une réponse qui a été apportée par la Ministre des droits humains, Mme Marie-Ange [Mushobekwa] qui a répondu et accepté l'offre d'appui qui a été formulée.

Je rappelle juste qu'il y a une résolution qui a décidé de l'envoi d'une équipe d'experts et si vous avez bien suivi, elle a accueilli favorablement l'arrivée prochaine de l'équipe d'experts et elle a même annoncé une date en disant début octobre. Tout ceci pour dire qu'en réalité, l'appui qui est donné aux autorités congolaises, en particulier à la justice congolaise pour tout ce qui est lutte contre l'impunité, se fait et va se poursuivre et devra se renforcer davantage.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Donc, c'est un peu la réponse que je peux vous donner pour l'instant. Nous avons un mandat qui consiste définitivement à renforcer les capacités des autorités congolaises en les aidant à mieux lutter contre l'impunité. Nous le faisons avec eux, avec les résultats que nous ne manquons pas de présenter ici et nous allons continuer à le faire. Donc pour dire simplement l'appui est là, l'appui est promis, l'appui est engagé et l'appui va se renforcer.

### Question 12

**Helvira Phanzu/Radio Télé La Louange : Permettez-moi de revenir sur la question de ma consœur Myriam, par rapport à la mise en œuvre effective de l'accord du 31 décembre. A quelques mois de la date des élections présidentielles, nous n'avons toujours pas de calendrier, nous n'avons presque rien. Pensez-vous que dans les mois qui nous restent, cette mise en œuvre sera effective ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Effectivement, la mise en œuvre effective de cet Accord passe par la publication le plus rapidement possible d'un calendrier électoral accompagné de son budget. C'est ce qui avait été demandé la semaine dernière par les participants, soit les organisations régionales ainsi que les pays membres permanents du Conseil de Sécurité lors de la réunion organisée à New York sur la RDC, donc la publication le plus rapidement possible d'un calendrier électoral. C'est important d'avoir ce calendrier car, sans ce calendrier, tout ce qui a été acquis, tout l'espoir qu'a suscité l'adoption de l'Accord du 31 décembre pourrait s'envoler.

### Question 13

**Frédéric Feruzi/Radio Sauti Ya Injili (Goma) : Ma question s'adresse à Yvon Edoumou. C'est au sujet de Bihambwe et un certain nombre des localités de Masisi qui ont été emportées par des eaux d'inondations la semaine passée. Il y a jusqu'ici la recherche qui continue d'environ 100 corps qui sont sans trace. La fois passée, vous avez parlé de l'existence d'un plan de contingence humanitaire permanent dans tout l'est de la RDC. Est-ce que vous faites quelque chose pour aider ces gens-là de Bihambwe et d'autres localités à retrouver leurs frères et leurs proches qui sont partis avec les eaux d'inondations la semaine passée ?**

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Yvon Edoumou] :** Les dernières informations que nous avons reçues, c'est qu'effectivement, il y a encore des actions qui sont menées pour retrouver, confirmer les personnes disparues. C'est vrai que ça fait déjà une semaine. Donc, au fur et à mesure que les jours passent, l'espoir de retrouver des gens diminue.

Comme vous le savez, la semaine dernière, juste après l'incident, il y a une délégation du gouvernement provincial congolais qui s'est rendue dans la zone pour faire l'état des lieux et qui avait même aussi apporté une première assistance d'urgence. Donc, la situation actuelle, ce que vous avez décrit est effectivement correct. Il y a des maisons qui ont été emportées, il y a eu des personnes qui sont mortes qu'on a pu retrouver et d'autres qu'on n'a pas encore retrouvées. Et les efforts continuent même si ces

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

efforts sont un peu limités par l'accès et même par [l'absence] de moyens techniques de pouvoir faire des recherches ou des excavations.

### Question 14

**Charly Kasereka / VOA (Goma):** Je rebondis dans le même sens que Frederick. Auparavant vous nous parlez de la construction d'urgence de cet axe et il y a eu cette rivière qui a emporté des maisons. Est-ce que ce projet continue ? Est-ce que la construction de ce pont pourrait constituer une urgence dans l'action que vous comptez mener sur cet axe ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** De quel axe parlez-vous ? La question n'est pas clairement formulée.

**Charly Kasereka :** L'axe Masisi-Walikale, parce que quand la MONUSCO fermait ses bases de l'autre côté, on disait qu'il y aurait des actions pour améliorer l'accès à cet axe ou qu'il y aurait un appui au gouvernement congolais pour rouvrir cet axe. Est-ce que c'est une urgence pour vous aujourd'hui avec ce qui s'est passé la fois dernière ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Il s'agit sans doute d'actions de soutien à la stabilisation et des actions d'accompagnement à la fermeture des bases. Mais je vais noter précisément votre question et j'y répondrai la semaine prochaine.

### Question 15

**Saint-Germain Ebengo / Geopolis :** Des nouvelles en provenance du Maniema font état d'un début de fragilité du climat sécuritaire dans cette partie de la République. Ma question est à titre vérificatif, la MONUSCO en sait quelque chose ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Commandant, est ce que vous avez une réponse à apporter à notre collègue ici à Kinshasa ?

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Capitaine Adil Esserhir] :** Je n'ai pas d'informations là-dessus.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Tout comme la question précédente, nous nous renseignons et on fera le point la semaine prochaine afin de vous donner des informations plus précises et pertinentes.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01





## Organisation des Nations Unies

### Question 16

**Venant Vudisa/ RTNC :** Permettez que l'on revienne sur le rapport des droits de l'homme publié hier à Genève. La question que je me pose, est-ce que ce rapport reflète la réalité du pays sinon ça serait un rapport fait dans l'intention de nuire ou de discréditer le pays. C'est vrai que tout n'est pas rose, mais certains efforts accomplis méritent d'être applaudis par rapport à notre pays.

**Directeur adjoint du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye] :** Très rapidement je vous recommande d'abord de lire ce rapport. C'est la première recommandation que je peux faire. La deuxième recommandation, c'est que vous avez la possibilité de voir sur le site web de UNTV, vous pouvez voir l'essentiel des discussions qui ont eu lieu à Genève et vous pouvez voir la réponse du ministre. Ce qui a été présenté dans le rapport n'est pas très loin du tableau qui a été présenté par le chef de l'Etat lui-même à New York et par la ministre hier.

La situation en RDC est ce qu'elle est, je pense que la MONUSCO n'a aucun intérêt, ni le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme y compris le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à présenter des faits qui ne sont pas avérés.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Merci Aziz, merci à radio Okapi de nous avoir accordé 30 secondes supplémentaires, à la semaine prochaine, bonne semaine à tous.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01